

HELIOS : DE L’AFFICHAGE A LA REALITE...

De toutes les réformes annoncées à grand renfort de déclarations enthousiastes sur la modernisation, il en est une qui, compte tenu des enjeux, est tout à coup bien absente du devant de la scène, nous voulons parler d’Hélios. Il est difficile de trouver des nouvelles récentes de cette application sur Magellan -si ce n’est sur le moral des malheureux pilotes qui reste mauvais semaine après semaine- c’est pourquoi nous avons décidé de faire le point sur la question.

Une application unique,

Hélios est une application unique dont la finalité première est de remplacer toutes les applications qui permettent aujourd’hui la gestion du secteur public local et de ses très diverses composantes (communes, HLM, hôpitaux etc..). Elle est donc appelée à remplacer RCT, EAU, HTR, CLARA, DDPAC et IRMA.

Les premières versions couvrent les fonctionnalités essentielles : budget, dépenses, recettes, comptabilité, suivi du recouvrement. Les versions postérieures seront complétées de fonctionnalités plus spécifiques : gestion des hébergés, emprunts, immobilisations, marchés, régies, cessions/oppositions.

Un seul mode d’échange des données,

Hélios comporte aussi un volet dit PES (protocole d’échanges standardisés) qui permettrait à terme, de même qu’il n’existe plus qu’une application pour le secteur local, de n’avoir plus qu’un seul mode d’échange de données – standardisé et enrichi- avec les ordonnateurs. Il est bien évident que les ordonnateurs devraient de leur coté modifier leurs installations pour bénéficier de tous les bienfaits du PES.

Hélios est donc censé être une application destinée à apporter aux ordonnateurs toute une gamme de produits nouveaux. Ce volet est extrêmement important et l’enjeu est capital, car nombres d’ordonnateurs, lassés selon l’administration, des pesanteurs liées à la gestion de leurs fonds par le Trésor Public telle qu’elle se pratique aujourd’hui, sont demandeurs d’une solution alternative. Il est vraisemblable qu’Hélios leur a été présenté comme la solution qui les convaincrerait qu’ils pouvaient laisser leurs finances au sein du Trésor tout en bénéficiant des améliorations qu’ils réclament.

L’outil de la dématérialisation,

Hélios comporte un troisième volet en ce qu’il doit être l’outil de la dématérialisation.

Intellectuellement l’ensemble est cohérent : meilleure gestion au jour le jour, optimisation des échanges, permettant au final la dématérialisation qui pourrait s’étendre très loin, puisqu’il est même envisagé que les pièces comptables soient stockées chez l’ordonnateur ; ne seraient fournis au comptable, voire au juge des comptes, que les éléments de contrôles dont l’un ou/et l’autre ferait expressément la demande.

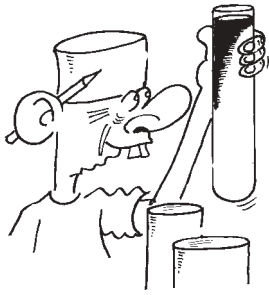
Sachant que par ailleurs l’administration met en place le CHD (Contrôle Hiérarchisé de la Dépense) dont le but est d’accélérer les paiements en ne vérifiant que les dépenses jugées sensibles, on constate que c’est bel et bien le contrôle du juste emploi des deniers publics qui est en cours d’abandon. Un choix qui ne peut nous satisfaire ni du point de vue syndical, ni du point de vue citoyen.

Un outil de surveillance

des agents.

Hélios, même si l’administration nous dit que ce n’est pas sa finalité, permet au chef de poste de quantifier au jour le jour la masse de travail effectuée par chacun de ses agents, de même qu’il permet ensuite aux TPG de connaître au jour le jour la masse de travaux réalisés par les différents postes comptables. C’est donc un instrument de surveillance en temps réel, et les pires dérives sont à craindre dans ce domaine. De plus on notera que les contrôles ne portent que sur une appréciation quantitative du travail, l’aspect qualitatif n’est pas retenu et c’est donc une fois encore la qualité du service public qui est remise en cause.

Quel avenir pour hélios ?



Expérimentation et déploiement

En mai 2003 il était question de remplacer tout RCT en 14 mois, de déployer Hélios de façon industrielle en 34 mois entre janvier 2005 et octobre 2007, cela impli-

quait la bascule de 80 postes par mois maximum ; 80% des agents auraient donc changé d'outil informatique dans cette courte période et reçu les formations adaptées. Si le projet était à ce stade enthousiasmant, il avait un coté rouleau compresseur un peu inquiétant, d'autant que les difficultés prévisibles soulignées, tant par les utilisateurs que par les partenaires sociaux, étaient balayées d'un revers de main.

Au final nos craintes étaient fondées, après le basculement des premiers pilotes les problèmes se multiplient à tel point qu'en mars 2005 le programme Hélios doit faire une « pause qualité » expression politiquement correcte pour expliquer que la suite du basculement est remise à une échéance non précisée, le temps de corriger la multitude d'anomalies bloquantes qui rend le système difficilement utilisable.

A ce stade le discours de l'administration est déjà plus modeste, on ne parle plus de déploiement industriel....

A ce jour un total de 91 postes ont basculé (soit environ le nombre de postes qu'il était prévu de basculer en 1 mois), 20 départements n'ont aucun poste sous Hélios, alors que, même après la pose qualité, il était prévu d'avoir au moins un poste par département en fin 2005.

La durée de déploiement s'allonge, de plus la qualité n'est pas au rendez-vous : les échos que nous recevons des sites sous Hélios sont très alarmants : les anomalies persistent, quand on en corrige une il en reparait deux. Les solutions apportées sur un site à un problème donné ne sont pas communiquées aux autres sites ayant le même problème. Dans certains postes la compatibilité avec INDIGO n'est pas assurée, ce qui altère gravement les échanges avec les ordinateurs, alors que le but d'Hélios est de les améliorer. Les temps de réponse - qui sont déjà structurellement plus longs que sur les systèmes précédents - s'allongent de plus en plus. ce qui peut faire penser qu'Hélios arrive à saturation avec seulement 92 postes à gérer.

Et la liste est loin d'être exhaustive, à tel point que certaines rumeurs prédisent à Hélios le sort qu'a connu ACCOR 2, c'est à dire un abandon pur et simple.

Compte tenu des enjeux cela paraît peu vraisemblable, le Trésor ne peut se permettre d'abandonner la comptabilité des collectivités locales, d'autres rumeurs disent qu'Hélios va être entièrement externalisé alors que la part dévolue aux prestataires extérieurs était déjà énorme dans le projet initial.



Dans tous les cas les agents risquent de voir leur qualité de vie au travail durablement dégradée par l'emploi d'une application boiteuse, le service public y perdra d'autant, alors que les sommes englouties dans ce programme auraient certainement permis de sauver un grand nombre d'emplois.

Dernières nouvelles

Malgré tous les dysfonctionnements évoqués le déploiement industriel refait son apparition, puisqu'il est prévu de basculer 350 postes entre mars et juillet.

On peut craindre les pires difficultés car cette décision semble prise pour cadrer avec des délais et objectifs à respecter, alors que l'application est loin d'être opérationnelle. Nombre de chefs de poste ont déjà fait part de leurs inquiétudes et de leurs réticences au basculement en l'état actuel des choses.

Mais pour l'administration, l'accompagnement est et sera renforcé puisque les postes qui basculeront pendant cette période auront un tuteur pour 8 agents pendant 2 mois, même si c'est un plus la situation actuelle permet de voir que les dysfonctionnements se prolongent bien au-delà de 2 mois. Par ailleurs sachant qu'il faut aujourd'hui fournir au jour le jour les corrections applicatives pour 92 postes, comment cela se passera-t-il avec 350 postes supplémentaires ?

Enfin l'expérience montrant que le besoin de formation a été sous-estimé, il sera donc revu à la hausse. Le seul point positif dans toute cette affaire réside peut-être en ceci : Hélios ne permettra pas -du moins dans l'immédiat- de transformer les agents en simples « presse bouton », car la grande complexité de son architecture requiert de l'utilisateur un solide niveau d'expertise tant dans le domaine de l'application que dans celui des instructions et procédures comptables. Espérons que cet état de fait poussera notre administration à matérialiser sa reconnaissance du niveau de compétence toujours plus étendu qui est demandé aux agents.

Pour SUD TRESOR le dossier Hélios est emblématique en ce qu'il montre comment l'administration, par ses volontés conjuguées de réduire à tout prix le nombre de fonctionnaires et de recourir systématiquement aux services des entreprises privées, réussit à gaspiller les deniers de l'Etat tout en mettant à mal le service public seul garant de l'égalité de traitement des citoyens.

